



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-12784>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-12784**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : UNEDIC

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Protection sociale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : MANDAT DE COMMISARIAT AUX COMPTES 2024-2029

Description : Les mandats de co-Commissaires aux Comptes titulaires viennent à échéance à l'issue du Conseil d'Administration qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. La mission d'audit légal, qui sera confiée par le Conseil d'Administration de l'Unédic qui doit se réunir en juin 2024, porte sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre de l'Association Unédic. Le mandat légal de 6 ans portera sur les exercices 2024 à 2029. Au-delà des exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, la Commission d'Audit et son Conseil d'Administration sont attachés à l'exercice concerté de la mission légale, par deux cabinets de Commissariats aux Comptes, en vue de l'examen contradictoire portant sur les comptes annuels.

Identifiant de la procédure : a33406c9-cfdd-47eb-9118-7daee8909ff0

Identifiant interne : DFC 2024-147

Type de procédure : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée : No

Principales caractéristiques de la procédure : Les mandats de co-Commissaires aux Comptes titulaires viennent à échéance à l'issue du Conseil d'Administration qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. La mission d'audit légal, qui sera confiée par le Conseil d'Administration de l'Unédic qui doit se réunir en juin 2024, porte sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre de l'Association Unédic. Le mandat légal de 6 ans portera sur les exercices 2024 à 2029. Statutairement, l'Unédic nommera 2 titulaires avec chacun un

suppléant. Au-delà des exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, la Commission d'Audit et son Conseil d'Administration sont attachés à l'exercice concerté de la mission légale, par deux cabinets de Commissariats aux Comptes, en vue de l'examen contradictoire portant sur les comptes annuels. Identifiant de la procédure: c8cb63a3-651b-460c-b75c-bc3e657c85e0 Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation La procédure est accélérée: No Principales caractéristiques de la procédure: Le marché est passé selon la procédure avec négociation prévue par les dispositions des articles L.2124-3, R.2124-3 à R. 2124-4 du Code de la commande publique. La procédure avec négociation, prévue par les dispositions des articles L.2124-3, R.2124-3 à R. 2124-4 du Code de la commande publique., qui se déroulera uniquement en français, est décomposée en deux phases distinctes à savoir : 1. une phase candidature au terme de laquelle le Pouvoir adjudicateur désigne les candidats admis à présenter une offre. Conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 et suivants du code de la commande publique, le nombre minimum est fixé à 3 et maximum de candidats est fixé à 4 . 2. une phase offre au cours de laquelle le Pouvoir adjudicateur négociera les conditions d'exécution du marché avec les candidats admis à présenter une offre. La négociation sera menée en une phase unique au sens de l'article R. 2161-18 du code de la commande publique. Conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, les candidats sont informés que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. En effet, le recours à la procédure s'inscrit dans les dispositions du 4° de l'article R 2124-3 du code de la commande publique à savoir : « Le pouvoir adjudicateur peut passer ses marchés selon la procédure avec négociation dans les cas suivants : - 4° °Lorsque le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent ; » En effet, compte tenu du contexte actuel de financement de l'assurance chômage et de l'obligation d'associer la gouvernance, notamment le Conseil d'administration et la Commission d'audit. à l'attribution du marché, cette procédure permet à la fois le respect des obligations de la gouvernance, et de prendre en compte la nature du marché et les risques associés.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79212300 Services de contrôle légal des comptes

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79212100 Services d'audit financier

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Unedic DFC 4 rue Traversière

Ville : Paris

Code postal : 75012

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,400,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 2,700,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Le marché est régi par les dispositions du code de la commande publique.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2

Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 1

2.1.6 Motifs d'exclusion

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Païement des cotisations de sécurité sociale :

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Lot 1 : Co-Mandat de commissariat aux comptes

Description : Mandat de commissariat aux comptes pour les exercices 2024-2029 avec suppléant

Identifiant interne : DFC 2024-147 LOT 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79212300 Services de contrôle légal des comptes

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Unedic 4 rue traversière

Ville : Paris

Code postal : 75012

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 05/07/2024

Date de fin : 30/06/2029

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,200,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,350,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Autre

Nom : Qualité du suppléant

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Chiffres d'affaires - Niveau minimal

Description : Les candidats devront impérativement prétendre au minimum d'un chiffre d'affaires annuel du domaine d'activité supérieur à 2 fois le montant de la prestation envisagée. En cas de non-respect à cette condition, la candidature sera considérée comme irrecevable comme défini dans le règlement de la consultation disponible sur la plateforme d'achat

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Date limite de demande d'informations complémentaires : 26/02/2024 à 12:00

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_uLuSznNj6V,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.achatpublic.com/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation : 04/03/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 DAY

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Non autorisée

Informations relatives aux délais de recours : 1) Le référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du Code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Assemblée, 4.4.2014, Département de Tarn-et-Garonne, requête no 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Justification de la durée de l'accord-cadre : Du fait du caractère réglementé de la mission exercée, le mandat d'audit légal est encadré par les dispositions du code du commerce pour une durée de 6 exercices comptables

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal judiciaire de paris

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal judiciaire de paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : UNEDIC

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : UNEDIC

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal judiciaire de paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : UNEDIC

Organisation qui traite les offres : UNEDIC

5.1 Lot : LOT-0002

Titre : Lot 2 : Co-Mandat de commissariat aux Comptes

Description : Mandat de commissariat aux comptes pour les exercices 2024-2029 avec suppléant

Identifiant interne : DFC 2024-147 LOT 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79212300 Services de contrôle légal des comptes

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Unedic 4 rue Traversière

Ville : Paris

Code postal : 75012

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 05/07/2024

Date de fin : 30/06/2029

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,200,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,350,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Chiffres d'affaires - Niveau spécifique minimal

Description : Les candidats devront impérativement prétendre au minimum d'un chiffre d'affaires annuel du domaine d'activité supérieur à 2 fois le montant de la prestation envisagée. En cas de non-respect à cette condition, la candidature sera considérée comme irrecevable comme défini dans le règlement de la consultation disponible sur la plateforme d'achat

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Critère :

Type : Autre

Nom : Qualité du suppléant

Description : Le règlement de consultation fourni dans les documents de consultation disponible sur la plateforme d'achat indique les éléments attendus ainsi que la pondération utilisée.

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : 3

Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : 4

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Date limite de demande d'informations complémentaires : 26/02/2024 à 12:00

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_uLuSznNj6V,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.achatpublic.com/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation : 04/03/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 DAY

Conditions du marché :

Un accord de confidentialité est requis

Facturation en ligne : Non autorisée

Informations relatives aux délais de recours : 1) Le référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du Code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Assemblée, 4.4.2014, Département de Tarn-et-Garonne, requête no 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Justification de la durée de l'accord-cadre : Du fait du caractère réglementé de la mission exercée, le mandat d'audit légal est encadré par les dispositions du code du commerce pour une durée de 6 exercices comptables

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal judiciaire de paris

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal judiciaire de paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : UNEDIC

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : UNEDIC

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal judiciaire de paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : UNEDIC

Organisation qui traite les offres : UNEDIC

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal judiciaire de paris

Numéro d'enregistrement : 17750111101763

Département : Tribunal

Adresse postale : Parvis du Tribunal

Ville : Paris

Code postal : 75017

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Service des requêtes au greffe

Adresse électronique : civil-rc.tj-paris@justice.fr

Téléphone : 01 44 32 51 51

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1 ORG-0001

Nom officiel : UNEDIC

Numéro d'enregistrement : 77567187800707

Département : Pole Marchés Unedic

Adresse postale : UNEDIC DRH-MG 4 rue Traversière

Ville : Paris

Code postal : 75012

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Pole Marchés Unédic

Adresse électronique : marches@unedic.fr

Téléphone : +33144876491

Adresse internet : <https://www.unedic.org/>

Profil de l'acheteur : <https://www.achatpublic.com/>

Autres points de contact :

Nom officiel : Pole Marchés Unédic

Département : Marchés Unédic disponible sur la plateforme achatpublic.com Toutes demandes relatives à ce marché doivent être formulées via la plateforme à l'adresse ci dessous

Adresse internet : <https://www.achatpublic.com/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 2406f277-ab33-485f-a2b1-b9d1cba2dd80 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 01/02/2024 à 19:39

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 01/02/2024